

Le génocide des Tutsis au Rwanda et l'honneur perdu de la gauche en France

PAR FABRICE ARFI
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 6 JUIN 2021



Des crânes de victimes du génocide des Tutsis pris en photo en avril 2021 au Mémorial de Kigali. © Simon Wohlfahrt / AFP

En reconnaissant la «*responsabilité accablante*» de la France dans le dernier génocide du XX^e siècle, le rapport Duclert et le discours d'Emmanuel Macron à Kigali ont permis une avancée considérable, parce qu'officielle, sur l'une des pages les plus sombres de l'histoire française. La gauche, elle, refuse toujours son examen de conscience, au risque de perdre le sens de l'Histoire.

La gauche française a-t-elle perdu le sens de l'Histoire et, avec lui, son honneur? Deux événements récents liés au **génocide des Tutsis du Rwanda**, qui a fait en 1994 un million de morts en 100 jours, autorisent à le penser. Et c'est une très mauvaise nouvelle pour tous ceux qui pensent que la gauche n'est pas que le lieu politique de la bataille pour l'égalité, de la justice et de la société en mouvement, mais aussi une certaine dignité, une «*décence commune*», pour reprendre la célèbre formule d'Orwell, face à l'Histoire et ses tumultes.

Vingt-sept ans après les faits, la nature de la conversation publique sur le génocide des Tutsis a radicalement changé. Enfin. Il faut véritablement prendre la mesure du cap qui a été franchi en quelques semaines seulement; d'une part avec la remise, fin mars, du **rapport** de la commission présidée par

l'historien **Vincent Duclert**, et d'autre part avec le **discours**, fin mai, d'Emmanuel Macron à Kigali, capitale du Rwanda.



Emmanuel Macron, jeudi 27 mai, au Mémorial du génocide des Tutsis, à Kigali (Rwanda). © Ludovic MARIN / AFP

Le premier comme le second, et avec les mêmes mots, ont dit officiellement la «*responsabilité accablante*» de la France face au génocide, tout en excluant une complicité active de son État dans les massacres. En dépit des **critiques nécessaires et légitimes** qui peuvent entourer le rapport Duclert et le discours du président de la République, les deux événements que l'un et l'autre constituent marquent un point de non-retour. Une marche inexorable vers la vérité.

Oui, la France s'est compromise avant, pendant et après le génocide avec le pouvoir hutu qui l'a préparé et méthodiquement exécuté. Ceux qui, journalistes, militaires, historiens, victimes, le disent depuis des années ne sont pas fous.

Cela ne signifie pas que la France a conçu ni même souhaité la destruction des Tutsis du Rwanda, minorité rwandaise victime depuis des décennies d'exactions et de massacres. Mais cela signifie qu'emprisonnée dans des **biais géopolitiques et idéologiques** déjà maintes fois analysés, elle a aidé, soutenu, parfois même protégé ceux qui ont permis et réalisé le crime des crimes: l'annihilation de l'humanité par une partie d'elle-même. Les documents et les témoignages le montrent. Ce n'est pas une opinion, c'est un fait.

C'est la raison pour laquelle Emmanuel Macron, le 27 mai à Kigali, a dit espérer le pardon de «*ceux qui ont traversé la nuit*», comprendre les survivants, les rescapés. Une façon, dans un «en même temps»

tout macronien, de demander pardon sans présenter d'excuses, contrairement à ce que la Belgique a pu faire par le passé.



Le président français François Mitterrand, à Kigali (Rwanda), avec son homologue rwandais Juvénal Habyarimana, en décembre 1984. © Georges GOBET / AFP

La France a failli. Pas toute la France, mais ceux qui étaient à son sommet, au premier rang desquels un président de la République socialiste, François Mitterrand, et sa garde la plus rapprochée, dont le secrétaire général de l'Élysée de l'époque, Hubert Védrine, et le chef d'état-major particulier, le général Christian Quesnot.

Cette faillite française – le rapport Duclert la décrit très bien – a été favorisée par une folie institutionnelle: le présidentialisme, au contact duquel tout contre-pouvoir est appelé, à un moment ou un autre, à s'agenouiller.

Le rapport Duclert dit avoir même découvert dans les archives de l'État des «*pratiques irrégulières d'administration, de chaînes parallèles de communication et même de commandement, de contournement des règles d'engagement et des procédures légales*», mais aussi des «*actes d'intimidation*» et des «*entreprises d'éviction de responsables ou d'agents*» qui avaient osé défendre, sur le Rwanda, une pensée dissidente de celle de François Mitterrand et de ses proches. Ceux-là étaient diplomates, généraux, agents secrets ou ministres. Ils ne furent jamais entendus et furent parfois même marginalisés face à la loi d'airain de la V^e République.

Comment est-il dès lors possible que toutes ces vérités de fait sur les «*responsabilités accablantes*» de la France face à un génocide ne provoquent pas non seulement un immense débat national, mais aussi un profond examen de conscience de la gauche et de tous

les partis qui s'en réclament aujourd'hui? On ne parle pas ici d'un fait divers, d'un projet de loi contesté ou d'une petite phrase politicienne.

On parle d'un génocide.

«*Un génocide sous sa forme la plus pure*», selon les mots de l'historien américain Raul Hilberg, qui a consacré les dernières pages de son œuvre phare, *La Destruction des Juifs d'Europe* (Gallimard), au génocide des Tutsis.

Il y a pire que l'ignorance: faire semblant de ne pas voir. Depuis la remise du rapport Duclert et le discours d'Emmanuel Macron, il y a eu quelques messages timides (par exemple **la demi-phrase** d'Olivier Faure, patron du PS, sur Twitter) ou des communiqués pour le moins ambigus (comme **celui cosigné** par Jean-Luc Mélenchon et Bastien Lachaud, de LFI), qui ne semblent pas exclure que les Tutsis aient pu être à l'origine de l'attentat qui a déclenché leur propre génocide en avril 1994.

Et sinon, beaucoup de silence. On n'a entendu que cela, le silence.

Comme si notre responsabilité face à un génocide ne réclamait pas de mettre sur pause le cirque de notre époque, de sortir du huis clos du quotidien sans passé et de regarder, enfin, l'Histoire en face.

Ils sont rares ceux qui semblent avoir pris la pleine mesure de ce qui se joue, comme l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, les porte-parole écologistes Éva Sas et Alain Coulombel, ou la députée insoumise Clémentine Autain.

«*Le silence qui a entouré la remise du rapport Duclert, puis le service minimum à l'occasion de la visite et du discours d'Emmanuel Macron n'ont fait que confirmer un problème vieux de 27ans*», confie à Mediapart Raphaël Glucksmann, infatigable défenseur d'une lucidité française face à nos responsabilités au Rwanda, qui avait dû essayer en 2019 la vindicte de 23 anciens ministres socialistes pour des propos tenus sur Mitterrand et le Rwanda.

«*Il y a, poursuit Glucksmann, la gêne, la culpabilité, la lâcheté, l'indifférence aussi qui se mêlent et produisent cette aphonie sidérante. La figure de*

Mitterrand est un élément central. Il est encore aujourd'hui une icône pour beaucoup, un père spirituel pour certains. Toucher à Mitterrand, c'est entacher la dernière grande victoire de la gauche, la dernière victoire qui avait une dimension épique. Ministre de l'intérieur et de la justice au moment de la guerre d'Algérie, président au moment du génocide des Tutsis: tant que Mitterrand est la figure tutélaire d'une grande partie de la gauche, nous aurons droit à cette gêne.»

« Au-delà de Mitterrand, il y a aussi une incompréhension profonde de ce qui se joue dans cette histoire rwandaise de la France. La gauche a-t-elle encore le sens de l'Histoire? Parvient-elle à établir une hiérarchie entre un génocide et la multitude des événements qui font l'actualité des commentateurs politiques? Bref, cette séquence m'interroge très profondément. Je me demande parfois si j'habite le même espace-temps que les gens que je fréquente», se désole l'eurodéputé.



Hubert Védrine, à droite, sous la présidence Mitterrand. © AFP

Dans le grand champ de ruines qui lui sert de décor, la gauche n'apparaît pas seulement éparpillée à un an de l'élection présidentielle, elle se montre égarée face à l'Histoire. Et comme un symptôme cruel de l'époque, c'est dans une revue d'extrême droite, *Éléments*, fondée par l'essayiste identitaire Alain de Benoist, que Hubert Védrine est allé le plus récemment défendre ses vues sur le Rwanda.

Hubert Védrine a non seulement été le numéro 2 de l'Élysée sous Mitterrand, mais il a été par la suite, entre 1997 et 2002, le ministre des affaires étrangères du premier ministre Lionel Jospin, celui-là même qui avait réclamé un «droit d'inventaire» des années Mitterrand. C'est dire le chaos conceptuel qui semble régner depuis des années au Parti socialiste et l'angle mort rwandais dans l'histoire de la gauche française.

Au-delà de ses éminentes fonctions publiques, Hubert Védrine est aussi depuis un quart de siècle l'un des principaux propagateurs de la thèse du «double génocide» – après avoir été massacrés par les Hutus, les Tutsis auraient massacrés les Hutus –, qualifiée par l'historien Vincent Duclert d'«escroquerie intellectuelle» et par de nombreux observateurs de négationnisme.

Dans son entretien pour *Éléments*, réalisé avant la remise du rapport Duclert mais publié ces jours-ci, Hubert Védrine ose: «Je pense sincèrement que les accusations contre la France au Rwanda sont une des plus grandes fake news lancées contre notre pays depuis les intox de la guerre froide.»

« Le Rwanda est devenu le prétexte pour tous les gauchistes de la place de Paris de régler leurs comptes avec François Mitterrand, la V^e République, la France comme puissance, ajoute-t-il. Cette violence se libère aujourd'hui parce que ces têtes folles étaient auparavant tenues par le Parti communiste, puis englobées dans la stratégie Mitterrand. Mais aujourd'hui, plus rien ne les retient [...]. Si les journaux étaient tenus comme autrefois, ça ne durerait pas une minute.»

L'ancien ministre socialiste semble oublier au passage que l'un des journalistes qui a le plus documenté la faillite française au Rwanda, **Patrick de Saint-Exupéry**, a couvert le génocide et ses suites pour... *Le Figaro*, pas spécialement connu pour être un repaire de gauchistes échevelés. Pas plus que Nicolas Sarkozy, qui fut le premier président en exercice à reconnaître «l'aveuglement» de la France au Rwanda, ne traîne une réputation de bolchévique.

Quant au dernier président de la République de gauche que la France ait connu, François Hollande, il s'est récemment félicité sur France Inter que le rapport Duclert ait mis «hors de cause» François Mitterrand sur la question de la complicité pour mieux reléguer les «responsabilités lourdes et accablantes» pointées par la commission au rang d'«erreur d'appréciation».

Au Parti socialiste, aucune des voix de raison sur la tragique histoire rwandaise de la France – ou l'histoire française du Rwanda – n'a jamais été entendue. Elles

ont pourtant existé, qu'il s'agisse de l'ancien premier ministre Michel Rocard, dont une note inédite pleine de lucidité a été révélée il y a peu par *Libération*, ou l'ancien ministre Pierre Joxe, dont le rapport Duclert rappelle combien il a tenté d'infléchir, en vain, la politique française dans les Grands Lacs sous le règne de Mitterrand.

Militante socialiste et médecin humanitaire au Rwanda pendant le génocide, Annie Faure se cogne, elle aussi, depuis des années au mur du déni, confrontée à cette triste réalité: affronter l'histoire socialiste du génocide des Tutsis n'est pas le meilleur accélérateur de carrière au sein du parti.

« *Je reste encore aujourd'hui abasourdie par l'incapacité du PS à ouvrir les yeux sur le Rwanda et faire son droit d'inventaire. Cette attitude semble dans l'ADN des Français et de leur désintérêt pour ce génocide, souvent renvoyé à une bataille entre Noirs...* », dit-elle à Mediapart.

« *Affronter le passé en acceptant les faits de vérité [...] est la seule voie pour se libérer des traumatismes et des blessures* », conclut le rapport Duclert. Une immense partie de la gauche française semble avoir mieux à faire.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.